

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 30/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS

BP 7
67610 La Wantzenau

Références : 0526/JH/AG
Code AIOT : 0006700526

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/08/2025 dans l'établissement ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS, implanté ZI Rue du Ried 67610 La Wantzenau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale relative aux rejets aqueux et aux déclarations réglementaires GEREP/GIDAF.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS
- ZI Rue du Ried 67610 La Wantzenau
- Code AIOT : 0006700526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ARLANXEO exploite des installations de fabrication de caoutchoucs synthétiques soumises à autorisation (SEVESO IED), réglementées par l'arrêté préfectoral codificatif du 16 mars 2022. Le site dispose d'une station de traitement des effluents, avant leur rejet vers la station de traitement de l'Eurométropole de Strasbourg.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
2	Complétude de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 16/03/2022, article 4.3.8	Sans objet
4	Justification de dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
5	Existence d'un point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
8	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autosurveillance des rejets aqueux, via les données transmises pour la période janvier 2024 à juin 2025, montre des dépassements ponctuels sur plusieurs paramètres : MES, métaux (fer, aluminium, nickel), azote (NGL, NKJ), chlorures, AOX, agents de surface anioniques et nonylphénols.

Compte tenu du caractère ponctuel de ces dépassements, de l'absence de tendance significative et de l'absence de dépassements récents, ceux-ci n'appellent pas de suite particulière.

Pour certains dépassements, les sources n'ont pas pu être identifiées ; il est demandé à l'exploitant de poursuivre les investigations pour déterminer leur origine.

Des actions ont été mises en place pour réduire la teneur en MES, avec des résultats observés depuis septembre 2024. L'exploitant doit néanmoins pouvoir justifier du respect des prescriptions relatives aux nonylphénols en tenant un registre des jours de production « à risque », conservé sur site et présenté lors des prochains contrôles.

Les analyses sur les points de rejet ont révélé la présence ponctuelle de PFOS et d'AOF, à des concentrations inférieures aux seuils réglementaires. L'exploitant a identifié les substances PFAS présentes sur site, et a engagé la substitution des émulseurs fluorés par un produit non fluoré, avec nettoyage et retrait en cours, finalisation prévue pour décembre 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thèmes : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. [...]
Constats : La déclaration GERE 2025 relative aux données d'émissions polluantes pour l'année 2024 a bien été complétée avant la date du 31 mars 2025.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thèmes : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année, au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : - émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; [...]
Constats : <u>Émissions dans l'eau</u> Les données déclarées par l'exploitant concernant les émissions dans l'eau pour les macropolluants (MES, DCO, DBO5, azote global (NGL), phosphore total (Pt)) apparaissent cohérentes avec les résultats des campagnes d'autosurveillance réalisées en 2024, ainsi qu'avec les données déclarées les années précédentes. S'agissant des paramètres Di(2-éthylhexyle)phtalate (DEHP) et nonylphénols et éthoxylates de nonylphénol (NP/NPE), l'inspection constate des variations importantes en pourcentage d'une année à l'autre. Toutefois, ces variations restent faibles en valeurs absolues. Cette évolution résulte du fait que la limite de quantification n'a pas été atteinte lors de certaines campagnes pour le DEHP, tandis que le NP/NPE a été quantifié lors des campagnes de 2024. À l'échelle nationale, le rejet indirect d'aluminium déclaré par l'installation pour l'année 2024 représente le deuxième rejet le plus important sur ce paramètre parmi les installations procédant

à un rejet indirect, c'est-à-dire après traitement par une station externe avant rejet au milieu naturel.

L'exploitant indique que cette valeur élevée résulte du mode de calcul appliqué, basé sur la moyenne des concentrations mesurées au cours de l'année. Une analyse réalisée en septembre 2024 a présenté une concentration particulièrement élevée, influençant la moyenne annuelle.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2022, article 4.3.8

Thèmes : Actions régionales, autosurveillance

Prescription contrôlée :

Rejets à destination de l'ouvrage d'épuration de l'Eurométropole de Strasbourg

Les eaux résiduaires prétraitées (provenant d'eaux industrielles et domestiques mélangées) doivent respecter les teneurs limites en concentration et en flux définies dans le tableau ci-dessous.

Paramètre	Concentration maxi sur 24 h (mg/L)	Flux maxi sur 24 h (kg/j)	Flux maxi annuel (kg/an)
MES	50	295	-
DCO	1 000	5 000	1 100 000
DCO dure	100 mg O ₂ /L	-	-
DBO5	350	1 500	-
Ratio DCO/DBO (eaux brutes)	4 (8 en dérogation)	-	-
Azote global (total calculé)	70	288	90 000
Azote kjeldahl (NTK)	70	288	90 000
Phosphore total	2	5.8	1 500
Tributylphosphate	0.0002	-	-
AOX (composés organohalogénés adsorbables)	1	6	1 500

DEHP	0.015	-	-
Chlorures	3 000	-	-
Cuivre et ses composés (en Cu)	0.5	3.2	-
Zinc et ses composés (en Zn)	0.8	3.6	-
Fer et Al	-	-	-
Nickel et ses composés (en Ni)	0.2	1	-
Manganèse et ses composés (en Mn)	0.2	6.4	77
Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn)	1	-	-
Indice phénol	0.3 (pouvant aller à 10*)	2643	-
Nonylphénol	Non quantifiable	-	-
4-nonylphénol ramifié	Non quantifiable	-	-
Nonylphénols éthoxylés ou ramifiés	Non substituables	-	-
Indice hydrocarbures	5	25	2600
Naphtalène	0.0002	-	-
DAPHNE (≥50 %)	-	100	18500
Détergents anioniques	20	100	18500
Fluor	-	-	-

Constats :

Par sondage, l'inspection a examiné les déclarations mensuelles d'autosurveillance transmises par l'exploitant via l'application GIDAF. L'analyse a porté sur la période de janvier 2024 à juin 2025, soit un total de 18 déclarations mensuelles.

Dépassements constatés :

MES (Matières en suspension) - suivi quotidien

- Six dépassements ont été relevés en janvier 2024, dont deux à plus de deux fois la valeur limite d'émission (VLE).
- Quatre dépassements ont été relevés en août 2024.

Nickel - suivi trimestriel

Des dépassements en concentration ont été observés sur les déclarations mensuelles de juin 2024 et mars 2025.

Fer et aluminium - suivi trimestriel

Un dépassement en concentration a été constaté sur la déclaration de septembre 2024, à un niveau supérieur à deux fois la VLE.

AOX (Composés organohalogénés adsorbables) - suivi trimestriel

Un dépassement en concentration a été observé sur la déclaration du mois d'août 2024.

Agents de surface anioniques - suivi hebdomadaire

Un dépassement en concentration a été observé sur la déclaration du mois d'août 2024.

Azote global (NGL) - suivi trimestriel

Un dépassement en concentration a été relevé sur la mesure de février 2025, et un dépassement en flux sur la mesure de juin 2025.

Azote kjeldahl (NKI) - suivi hebdomadaire

Des dépassements en concentration ont été observés sur les déclarations de septembre 2024, janvier 2025, février 2025 (dont certains supérieurs à deux fois la VLE) et juin 2025. Des dépassements en flux ont également été constatés sur les mesures de septembre 2024, décembre 2024 et février 2025.

Chlorures (Cl⁻) - suivi hebdomadaire

Des dépassements en concentration ont été relevés sur les déclarations de décembre 2024 et janvier 2025.

Compte tenu du caractère ponctuel de ces dépassements et de l'absence de tendance significative, aucune suite particulière n'est proposée à ce stade.

Nonylphénols - suivi mensuel

Des valeurs ont été quantifiées lors des mesures de novembre 2024 et février 2025. Conformément aux prescriptions, des quantifications peuvent survenir les jours de production de caoutchouc à risque.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'identifier les jours correspondant à ce type de production.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de tenir à jour un registre mentionnant les jours de production de caoutchouc à risque. Ce registre devra être conservé sur site et tenu à disposition de l'inspection lors des prochains contrôles afin de pouvoir justifier du respect de la prescription relative à l'autosurveillance du paramètre nonylphénol.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Justification de dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

Thèmes : Actions régionales, autosurveillance

Prescription contrôlée :

IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations, au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.

Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.

L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.

Constats :

Les résultats de l'autosurveillance font l'objet d'un suivi régulier par l'exploitant. Certaines démarches sont engagées afin d'améliorer la qualité des rejets et de limiter les dépassements des valeurs limites d'émission.

Un travail spécifique a notamment été mené pour réduire la teneur en MES des rejets. Les effets de cette action sont visibles depuis septembre 2024, les résultats ne présentant plus de non-conformités sur ce paramètre depuis cette date.

L'exploitant indique assurer un suivi mensuel par le comité de direction (CODIR) de l'état de l'autosurveillance. Un indicateur journalier de suivi de la qualité des rejets vers la station d'épuration de l'EMS a également été mis en place, ainsi qu'une optimisation du pilotage de la station interne.

S'agissant des dépassements observés sur les métaux, l'exploitant n'a pas été en mesure d'en expliquer l'origine. Des investigations seraient en cours afin d'identifier les causes possibles. Les valeurs les plus récentes ne présentent toutefois plus de dépassement. L'exploitant indique que ces concentrations ne seraient pas directement liées au process de production du caoutchouc, mais leur niveau reste significatif et nécessite un examen approfondi.

L'inspection rappelle que la convention de rejet conclue entre l'exploitant et le gestionnaire de la station d'épuration n'a pas vocation à se substituer ni à déroger aux exigences réglementaires applicables à l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de poursuivre les investigations en cours, afin de déterminer l'origine des dépassements constatés sur les métaux.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Existence d'un point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thèmes : Actions régionales, Eau
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives, de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Il a été constaté la présence, au niveau de la canalisation de rejet final vers la station de traitement des eaux de Strasbourg d'un point de prélèvement et de mesure de la température et du débit. Ce point est aménagé avec une armoire réfrigérée et un bac de prélèvement.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thèmes : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées, au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats :

<p>L'exploitant a transmis, conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014, les résultats des 3 campagnes d'analyse PFAS réalisées les 18 septembre, 19 octobre et 28 novembre 2023, par voie électronique, ainsi que les bordereaux d'analyse du laboratoire.</p> <p>En plus des trois campagnes initiales prescrites par l'Arrêté Ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant a indiqué avoir mis en place une surveillance trimestrielle des paramètres PFAS et AOF, pour une durée de deux ans sur les deux points de rejet et le point de prélèvement.</p> <p>Il ressort de cette surveillance que sur cinq campagnes réalisées :</p> <p>trois (28 novembre 2023, 27 janvier et 22 mars 2025) mettent en évidence la présence de l'acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) au niveau du point de rejet vers le Landgraben ; une (18 octobre 2023) met en évidence la présence de Fluor Organique Adsorbable (AOF).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 7 : Rejets aqueux de PFOS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32</p>
<p>Thèmes : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l</p> <p>Les substances dangereuses marquées d'un* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et , en conséquence, satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur les cinq campagnes d'analyses réalisées sur le point de rejet vers le milieu naturel (Landgraben), trois ont montré la présence de PFOS avec des concentrations variables (0,117 - 0,016 µg/L). Toutefois, les concentrations observées sont inférieures à la valeur réglementaire de 25 µg/L.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 8 : Liste des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thèmes : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Lors de l'inspection du 06 juin 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation.

Toutefois, l'exploitant avait commencé la démarche d'identification, en contactant les fournisseurs, afin de recevoir des attestations justifiant l'absence de composés per et poly-fluoroalkylés.

Par courriel du 21 août 2025, l'exploitant a transmis, à l'inspection, la liste des substances PFAS pouvant être retrouvées sur site. Il en ressort que seul l'ancien émulseur, le SFPM 3/3 est composé de PFAS (PFOS, PFOA, PFHxS, PFBA, PFPeA, PFHxA, PFHpA, PFDA et PFDoDA).

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir pris l'initiative de substituer l'émulseur fluoré par un émulseur non fluoré : FOAM Master 3F 33.

L'inspection a pris connaissance des fiches de données de sécurité des deux émulseurs, et note que l'émulseur retenu est recommandé par le GESIP et ne contient pas de substance PFAS.

Le jour de l'inspection, les opérations d'évacuation et de nettoyage des émulseurs étaient en cours et seront finalisées pour décembre 2025.

Par courriel du 28 août 2025, l'exploitant a transmis, à l'inspection, le plan d'action de substitution des émulseurs fluorés ; ce dernier n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suites